

3 QUESTIONS À... **GABRIEL FAL**

Président-directeur général de CGF Bourse

À la tête d'une société de gestion et d'intermédiation qui traite plus d'un tiers des transactions qui s'opèrent sur la BRVM, il évalue les défauts de ce marché boursier qui se révèle être avant tout un marché de dette, plutôt que de titres.

JEUNE AFRIQUE : Depuis un an, il n'y a eu aucune introduction sur la BRVM, où la liquidité quotidienne ne dépasse pas les 500 000 euros. Cette Bourse est-elle morte ?

GABRIEL FAL : Certains diront qu'elle n'est pas encore née ! Rappelons que nous sommes dans des pays francophones où la culture boursière est peu développée. À quoi s'ajoutent une volonté d'autocontrôle de la part des entreprises et le comportement de l'investisseur africain. Il préfère le rendement : il attend tranquillement que lui soit versé son dividende. En outre, beaucoup d'entreprises privées pensent que moins on est nombreux au conseil d'administration, mieux c'est...

N'est-ce pas le compartiment obligataire, avec 190 millions d'euros d'emprunts cotés en 2006, qui la sauve ?

Il est exact que les entreprises n'aiment pas trop mettre leur capital en Bourse alors qu'elles apprécient de pouvoir s'endet-

ter davantage sur les marchés financiers plutôt que directement auprès des banques. Le compartiment obligataire est donc très actif. La BRVM a réalisé 900 millions de F CFA de bénéfices l'année dernière et, pour la première fois, elle a versé des dividendes. Les bénéfices devraient être encore supérieurs cette année.

Cependant, les introductions obligataires lui rapportent peu. Ce qui lui rapporte, c'est le *trading* sur l'action Sonatel.

Que faire pour développer cette place boursière ?

Je crois qu'un marché se construit sur la durée. Lorsque la BRVM a été lancée, beaucoup de gens en plaisantaient. Elle fonctionne depuis dix ans. Il est important de faire comprendre aux entrepreneurs africains l'intérêt d'être coté. Pour cela, il suffit de regarder la Sonatel. Son capital nominal vaut 445 milliards de F CFA et sa valorisation boursière 1 600 milliards. La Bourse lui apporte donc une valorisation supplémentaire de 1 200 milliards. ■ **Propos recueillis par F.M.**



D.R.